

Commune de THIL
(Ain)

REPUBLIQUE FRANÇAISE – Liberté, Égalité, Fraternité

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 26 AOÛT 2014

L'an deux mil quatorze, le vingt-six août à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, GUILLARD Adjoints

Mmes BERGER, BORREL-JEANTAN, BRIGNONE, DUPRAT, DUPUY-ROUDEL,
PERROU
Mrs CAPLAT, JULIAN, MANIE, THUOT, ZIMERLI

Pouvoir : Mme SEMAY (pouvoir à Mme DUPUY-ROUDEL)

Secrétaire de séance : M. CAPLAT

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mme Dupuy-Roudel déplore que, dans le n° 351 du Journal La Côtère du 31 juillet dernier, l'article consacré au Compte rendu du Conseil municipal du 18 juin dernier a diffusé des informations erronées ainsi que sur le travail réalisé au sein de la commission communication. Tout en notant un manque de respect pour le travail de l'équipe municipale, Mme Dupuy-Roudel précise qu'il était possible à la Correspondante du Journal « La Côtère » de prendre l'attache de la municipalité pour lui permettre de parfaire son information si besoin était.

Mr le Maire prend note de cette information et soumet le Compte rendu à l'approbation du Conseil Municipal.

Le Compte Rendu précédent est adopté.

1. ACTIVITE NATATION DE L'ECOLE

Mr le Maire rappelle à l'Assemblée que les enfants de l'école de la Riotte se rendent chaque année à la piscine LILO dans le cadre des activités scolaires et qu'à ce titre, et afin de limiter le coût du transport, un groupement de commandes à l'initiative de la CCMP avait été mis en place lors du précédent mandat.

Le marché étant venu à échéance, il est proposé de renouveler la commande publique de cette prestation de transport scolaire dans le cadre d'un groupement de commandes.

DELIBERATION N° 14.06.01 : CONVENTION EN VUE D'ETABLIR UN GROUPEMENT DE COMMANDE ET DE DESIGNER LA CCMP EN TANT QUE COORDONNATEUR POUR L'ORGANISATION DES TRANSPORTS SCOLAIRES AU CENTRE AQUATIQUE COMMUNAUTAIRE

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que le Centre Aquatique de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau est ouvert à la fréquentation des scolaires depuis le mois de novembre 2011.

Les frais de transport des scolaires de l'école communale au centre aquatique étant à la charge des communes, la Communauté de Communes propose l'organisation d'un marché sous forme d'un groupement de commande de sorte à pouvoir bénéficier des meilleurs prix possibles pour le transport des scolaires au Centre aquatique communautaire.

Pour ce faire il convient au préalable d'établir un groupement de commande autorisant la CCMP en tant que coordonnateur à lancer cette consultation conformément aux dispositions de l'Annexe au décret 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics et notamment de l'article 8 du Chapitre III du Titre II.

Afin d'être opérationnel pour le début des cours de natation, il convient d'engager l'achat public au plus tard avant le début des cours d'initiation à la natation.

Il est impératif pour ce faire que le Conseil municipal :

- approuve sa participation au groupement de commande,
- autorise le Maire à signer la convention de groupement
- désigne au sein des membres de sa Commission d'Appels d'Offres un titulaire et un suppléant qui participeront à une Commission d'Appels d'Offres propre au groupement.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- approuve la participation de la Commune de Thil au groupement de commande,
- autorise Mr le Maire à signer la Convention de groupement de commande ci-après annexée,
- désigne Mme DUPUY-ROUDEL, membre de la Commission d'Appel d'offres comme membre titulaire et M. JULIAN, comme membre suppléant à la Commission d'Appel d'offres relative au groupement de commande

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

2. COLUMBARIUM

Monsieur Maisonnas présente à l'Assemblée les images du columbarium composé de six cases, avec notamment l'installation des plaques d'identité.

20 h 42 : Arrivée de Madame BORREL-JEANTAN

Il précise que des espaces verts seront aménagés en septembre / octobre 2014 afin d'améliorer le cadre environnemental. A plus long terme, il est prévu une ouverture piétons d'un côté du cimetière et une ouverture véhicules.

Mr le Maire annonce que les familles pourront avoir accès au columbarium dès que la présente délibération sera certifiée exécutoire.

DELIBERATION N° 14.06.02 : REGLEMENT DU COLUMBARIUM MUNICIPAL

Rapporteur : Philippe Maisonnas, 1^{er} Adjoint

Monsieur le Rapporteur explique que le columbarium communal a été réalisé au sein de l'enceinte du cimetière communal. Il est composé de six cases permettant l'accueil de deux urnes cinéraires chacune. L'extension du nombre de cases du columbarium sera réalisée en fonction des besoins.

Il doit faire l'objet d'un règlement portant sur :

- a) la destination des cases,
- b) les attributions,
- c) le droit d'occupation,
- d) les emplacements,
- e) les conditions de dépôt,
- f) les exécutions des travaux,
- g) les renouvellements possibles,
- h) les reprises de cases,
- i) les rétrocessions à la commune,
- j) l'expression de la mémoire,
- k) le fleurissement, le déplacement des urnes,
- l) la perception des taxes.

Les conseillers municipaux ont été récipiendaires d'un modèle de règlement. Il leur a été demandé en séance de faire connaître leur sentiment et observations sur ce document.

Le Règlement du columbarium est établi conformément aux textes en vigueur :

- Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-7 et suivants ; L.2223-1 et suivants (L.2213-1 à L.2213-46, L.2223-2 à L.2223-57, R.2213-2 à R.2213-57, R.2223-1 à R.2223-98) ; les articles L 2223-35 à L 2223-37,
- Vu la loi 93-23 du 8 janvier 1993 et ses décrets consécutifs, le code civil, notamment les articles 78 et suivants,
- Vu le code pénal, notamment les articles 225-17 et 18, 433-21-1 et 433-22 et R 645-6
- Vu le Code de la Construction art. L.511-4-1,

Le Conseil municipal après avoir entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré :

- Décide d'approuver le Règlement du columbarium communal, ci-après annexé,
- Autorise Monsieur le Maire à exécuter la présente délibération.

Annexe à la Délibération n° 14/06/02
Règlement du Columbarium de THIL

L'organisation et le fonctionnement du columbarium de la commune de THIL (01120) est régi par le code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-7 et suivants ; L.2223-1 et suivants (L.2213-1 à L.2213-46, L.2223-2 à L.2223-57, R.2213-2 à R.2213-57, R.2223-1 à R.2223-98) ; les articles L 2223-35 à L 2223-37, la loi 93-23 du 8 janvier 1993 et ses décrets consécutifs, le code civil notamment les articles 78 et suivants, le code pénal notamment les articles 225-17 et 18, 433-21-1 et 433-22 et R 645-6 le Code de la Construction art. L.511-4-1, les délibérations n°14.06.02 et 14.06.03 en date du 26 août 2014

du Conseil Municipal sur les durées et tarifs des concessions dont le présent règlement constitue une annexe.

ARTICLE 1 : DROIT A DEPOT D'URNES CINERAIRES

Le droit à dépôt d'urnes est autorisé aux :

- personnes décédées sur le territoire de la commune,
- personnes domiciliées sur la commune quel que soit leur lieu de décès
- personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille, située dans le cimetière de THIL, quel que soit leur domicile et le lieu de décès,
- personnes originaires de la commune qui désirent que leurs cendres y soient accueillies.

ARTICLE 2: CONCESSIONS

Il est proposé aux familles de choisir le titre de la concession :

- familiale : le ou les concessionnaires et leurs ayant droits.
- individuelle : pour la personne expressément désignée.
- nominative : pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec des liens affectifs. Il est possible d'exclure un ayant droit direct dans ce type de concession.

Le ou les concessionnaires reste(nt) le ou les régulateur(s) du droit d'inhumation du temps de leur vivant.

Le columbarium comporte 6 (six) cases destinées à recevoir une à deux urnes cinéraires. Les dimensions maxima du cendrier seront compatibles avec celles des cases. Ces cases seront attribuées à la demande d'un membre de la famille, en suivant l'ordre numérique et au fur et à mesure du dépôt des familles.

ARTICLE 3 : DUREE ET TARIFS DES CONCESSIONS

Les tarifs sont votés en Conseil Municipal.

Il peut être délivré un titre de concession soit pour 15 ans soit pour 30 ans.

Les concessions sont renouvelables à expiration de chaque période de validité au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le concessionnaire ou ses ayants droit pourront la renouveler à compter de la date d'expiration pendant une période maximale de deux ans.

Passé ce délai ou à défaut de paiement de la redevance, la concession fait retour à la commune qui pourra procéder aussitôt à un nouveau contrat. Les cendres seront dispersées au jardin du souvenir et les urnes seront détruites au bout d'un an et un jour ou remises à la famille.

ARTICLE 4 : OUVERTURE DES CASES

Le titre de concession de la case devra être présenté obligatoirement lors de la demande d'ouverture.

L'ouverture des cases sera faite par un opérateur funéraire habilité au libre choix des familles et à leurs frais sous la surveillance d'un représentant de la commune.

ARTICLE 5 : GRAVURE

Il peut être gravé les nom, prénom, dates de naissance et décès.

Les familles ont le choix du graveur et le coût reste à leur charge après autorisation délivrée par le Maire.

Les plaques sont interdites.

ARTICLE 6: FLEURISSEMENT

Le fleurissement ne devra pas dépasser la largeur de la case.

Dans un souci de préserver la propreté des abords du columbarium et au titre de la salubrité, la commune pourra enlever les gerbes de fleurs et couronnes fanées qui auraient été déposées.

ARTICLE 7:

Toute infraction au présent règlement sera constatée par les agents chargés de la surveillance du cimetière et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur. Le présent règlement sera tenu à la disposition des administrés.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Mr Maisonnas informe des tarifs des urnes sur les communes avoisinantes. Il rappelle que jusqu'à présent, le produit des concessions du cimetière était versé au CCAS de Thil.

Lors de la prochaine réunion du CCAS (29 septembre 2014), il sera décidé le transfert à la commune de cette prestation, à savoir la perception des droits d'enregistrement des concessions du cimetière et du columbarium ainsi que le coût de la maintenance du logiciel cimetière.

DELIBERATION N° 14.06.03: TARIFS DU COLUMBARIUM MUNICIPAL

Rapporteur : Philippe Maisonnas, 1er Adjoint

Monsieur le Rapporteur expose au Conseil Municipal la nécessité de fixer les tarifs de dépôt des urnes cinéraires dans le columbarium qui va bientôt être proposé aux familles des défunts. Il rappelle la délibération n° 14.06.02 qui dispose du Règlement de cet équipement.

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2223-1,
- Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions complétée et modifiée par la loi n° 82-263 du 22 juillet 1982,
- Vu la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983, portant sur la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

La Commission finances du 27 mai 2014 ayant été consultée,

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé des tarifs et en avoir délibéré :

- Approuve les durées des concessions et les conditions tarifaires pour le columbarium situé dans l'enceinte du cimetière communal,
- Fixe les tarifs applicables au 1er septembre 2014 au columbarium comme suit :
 - Tarif pour 15 ans renouvelables, une case pour deux urnes : 300 €
 - Tarif pour 30 ans renouvelables, une case pour deux urnes : 450 €
 -
- Dit que les recettes afférentes seront inscrites à l'article 7031 du Budget communal,
- Autorise Monsieur le Maire à exécuter la présente délibération

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

3. PUP (PROJET URBAIN PARTENARIAL) – CLOS DES PLATANES

Mr Maisonnas rappelle l'objet du PUP ainsi que l'objet de l'avenant n° 1. Le 1^{er} avenant portait sur le changement du mode de remboursement de la STEP du lotissement.

Le 2^e avenant présenté ce jour, porte sur les articles 3 et 4 du PUP relatifs aux équipements publics et à leur prise en charge financière.

DELIBERATION N° 14.06.04 : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE PUP (PROJET EUROPEAN HOMES LE CLOS DES PLATANES) ET AUTORISATION DE SIGNATURE PAR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE THIL

Rapporteur Philippe Maisonnas, 1er Adjoint :

Monsieur le Rapporteur expose les motifs qui président à l'établissement d'un deuxième avenant au Projet Urbain Partenarial avec la société ETAMES, filiale du groupe de construction EUROPEAN HOMES qui a été approuvé par la délibération n° 13/02/04 du 12 juin 2013.

La commune a programmé les travaux publics rendus nécessaires par l'opération de construction d'ETAMES.

Selon la convention, la société ETAMES prend à sa charge :

- l'intégralité du coût de création de l'assainissement collectif visé ci-dessus puisque l'ouvrage dispose d'une capacité limitée aux besoins stricts de l'opération de construction.
- 29/35èmes du coût d'aménagement de l'arrêt de bus situé sur la route de Beynost / Chemin du Mas Durand susvisé puisque l'arrêt de bus dessert également 6 propriétés hors périmètre de l'opération (Lotissement des Ilets).
- L'acquisition d'une parcelle pour la construction de la station d'épuration.

Il est apparu opportun, d'une part, d'apporter une précision quant à la participation du constructeur correspondant au coût d'acquisition de l'assiette foncière de la station d'épuration qui inclut les frais d'éviction de l'agriculteur exploitant la dite parcelle ainsi que les frais annexes de bornage, et d'autre part, de compléter les équipements publics rendus nécessaires par l'opération par une voie en mode doux prolongeant la voie existante sur la RD 61B jusqu'à l'entrée du Lotissement « le Clos des Platanes », afin de faciliter et sécuriser la circulation des piétons et des cyclistes.

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention susvisée.

Les articles 3 et 4 de la convention de projet urbain partenarial intervenue le 21 juin 2013 sont rédigés comme suit :

ARTICLE 3 – EQUIPEMENTS PUBLICS A REALISER ET DELAIS DE REALISATION
Les équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par le projet d'opération de LA SOCIETE sont les suivants :

	Equipements publics	Maître d'ouvrage	Délais de réalisation	Coût prévisionnel TTC
3.1	Création d'un dispositif d'assainissement par filtre planté de roseaux.	Commune de Thil	6 mois	224 714,05 euros
3.2	Arrêt de bus situé en face du	Commune de Thil	24 mois	4 000 euros

	programme (angle route de Beynost et chemin du Mas Durand) pour 29/35èmes			
3.3	Acquisition d'une parcelle de terrain constituant l'assiette foncière du dispositif d'assainissement : prix 1802 € + frais de bornage 600? + indemnité d'éviction de l'exploitant agricole 1400 €	Commune de Thil	6 mois	3800 euros
3.4	Voie piétonne et cycliste en mode doux sur 40 ml	Commune de Thil	12 mois	16200 euros
Coût prévisionnel total				248714.05 euros TTC

Les travaux relatifs aux équipements publics seront réalisés par la commune dans les délais ci-dessus, lesdits délais courant à compter de la levée de la condition suspensive prévue à l'article 6.

Ces travaux seront conformes au descriptif technique annexé à la présente convention (annexe n° 2).

ARTICLE 4 – PRISE EN CHARGE FINANCIERE DES EQUIPEMENTS PUBLICS

LA SOCIETE prend à sa charge :

- l'intégralité du coût de l'équipement public visé à l'article 3.1 puisque l'ouvrage d'assainissement dispose d'une capacité limitée aux besoins stricts de l'opération de construction.
- 29/35èmes du cout de réalisation de l'arrêt de bus situé sur la route de BEYNOST Chemin du Mas Durand visé à l'article 3.2. puisque l'arrêt de bus dessert également 6 propriétés hors périmètre de l'opération de LA SOCIETE (Lotissement des Ilets).
- L'intégralité du coût d'acquisition, y compris frais de géomètre et de notaire et l'indemnité d'éviction à verser à l'agriculteur exploitant, de la parcelle visée à l'article 3.3, qui constitue l'assiette d'implantation du dispositif d'assainissement. Cette parcelle sera issue d'une division foncière (document d'arpentage à faire établir par le géomètre expert). Ainsi, de la parcelle ZB 52 sera distraite une parcelle de 1802 m² (mille huit cent deux mètres carrés).
- 40/65èmes du coût de réalisation de la voie piétonne et cycliste en mode doux, correspondant à la fraction du coût proportionnelle aux besoins des futurs habitants et usagers de l'opération de construction (article 3.4).

Cette participation totale s'élève donc à la somme forfaitaire et définitive de 248714.05 € TTC.

Toutefois dans l'hypothèse où le coût effectif global de l'équipement (des équipements), tel que résultant des marchés publics d'étude et de travaux contractés par la COMMUNE, se révélait d'un montant inférieur, le montant de la participation à la charge de LA SOCIETE serait recalculé et réduite en conséquence.

De même, dans l'hypothèse où le coût effectif global des équipements, tel que résultant des marchés publics d'étude et de travaux contractés par la COMMUNE, se révélait d'un montant supérieur, le montant de la participation serait ajusté au coût effectif, dans la limite d'un dépassement de 10% du montant prévu ci-avant. »

Les autres éléments de la convention demeurent inchangés.

Vu le projet d'avenant,
La Commission finances ayant été consultée le 27 mai 2014,

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur ;
Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré,

1. Approuve :

- l'avenant aux articles 3 et 4 de la convention de Projet Urbain Partenarial conclue entre la société ETAMES et la commune de THIL ;
2. Autorise Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Annexe à la Délibération n° 14/06/04

**AVENANT N° 2
à la Convention de Projet Urbain Partenarial**

ENTRE

La commune de THIL (01), compétente en matière de Plan d'Occupation des Sols, représentée par son maire en exercice, Monsieur Bruno Loustalet, habilité à l'effet des présentes par une délibération du conseil municipal en date du 26 août 2014 transmise en Préfecture le 28 août 2014.

Ci-après désignée "La COMMUNE"

D'une part

ET

La Société ETAMES, domiciliée 9 rue Royale (74) ANNECY, laquelle se réserve le droit de se substituer, totalement ou partiellement, toute personne physique ou morale en vue de l'exécution des présentes, représentée aux fins des présentes par M. Matthieu SEVELINGE, dûment mandaté, par un pouvoir en date du, ci-annexé.

Ci-après désignée "LA SOCIETE"

D'autre part

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE

Par délibération du 12 juin 2013, le conseil municipal de THIL a autorisé Monsieur le Maire à signer une convention de projet urbain partenarial avec la société ETAMES, qui a obtenu un permis de construire sous le n° PC 001 418 11 A0009, modifié le 19 avril 2013, en vue de la réalisation d'un programme de logements sur un terrain cadastré section B n°571 et section ZB n°52 (partie), d'une contenance superficielle de 14912 m² environ.

La signature de la convention de projet urbain partenarial est intervenue le 21 juin 2013.

Il est apparu opportun, d'une part, d'apporter une précision quant à la participation du constructeur correspondant au coût d'acquisition de l'assiette foncière de la station d'épuration et, d'autre part, de compléter les équipements publics rendus nécessaires par l'opération par une voie en mode doux, afin de faciliter et sécuriser la circulation des piétons et des cyclistes depuis l'opération vers le centre-ville, les commerces et les établissements scolaires.

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention susvisée.

ARTICLE I :

Les articles 3 et 4 de la convention de projet urbain partenarial intervenue le 21 juin 2013 sont rédigés comme suit :

ARTICLE 3 – EQUIPEMENTS PUBLICS A REALISER ET DELAIS DE REALISATION

Les équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par le projet d'opération de LA SOCIETE sont les suivants :

	<i>Equipements publics</i>	<i>Maître d'ouvrage</i>	<i>Délais de réalisation</i>	<i>Coût prévisionnel TTC</i>
3.1	<i>Création d'un dispositif d'assainissement par filtre</i>	<i>Commune de Thil</i>	<i>6 mois</i>	<i>224 714,05 euros</i>

	<i>planté de roseaux.</i>			
3.2	<i>Arrêt de bus situé en face du programme (angle route de Beynost et chemin du Mas Durand) pour 29/35èmes</i>	<i>Commune de Thil</i>	<i>24 mois</i>	<i>4 000 euros</i>
3.3	<i>Acquisition d'une parcelle de terrain constituant l'assiette foncière du dispositif d'assainissement : prix 1802 € frais de bornage 600 ? + indemnité d'éviction de l'exploitant agricole 1400 €</i>	<i>Commune de Thil</i>	<i>6 mois</i>	<i>3800 . euros</i>
3.4	<i>Voie piétonne et cycliste en mode doux sur 40 ml</i>	<i>Commune de Thil</i>	<i>.....12... mois</i>	<i>...16200..... euros</i>
<i>Coût prévisionnel total</i>				<i>248714.05 euros TTC</i>

Les travaux relatifs aux équipements publics seront réalisés par la commune dans les délais ci-dessus, lesdits délais courant à compter de la levée de la condition suspensive prévue à l'article 6. Ces travaux seront conformes au descriptif technique annexé à la présente convention (annexe n° 2).

ARTICLE 4 – PRISE EN CHARGE FINANCIERE DES EQUIPEMENTS PUBLICS

LA SOCIETE prend à sa charge :

- *l'intégralité du coût de l'équipement public visé à l'article 3.1 puisque l'ouvrage d'assainissement dispose d'une capacité limitée aux besoins stricts de l'opération de construction.*
- *29/35èmes du cout de réalisation de l'arrêt de bus situé sur la route de BEYNOST Chemin du Mas Durand visé à l'article 3.2. puisque l'arrêt de bus dessert également 6 propriétés hors périmètre de l'opération de LA SOCIETE (Lotissement des Ilets).*
- *L'intégralité du coût d'acquisition, y compris frais de géomètre et l'indemnité d'éviction à verser à l'agriculteur exploitant, de la parcelle visée à l'article 3.3, qui constitue l'assiette d'implantation du dispositif d'assainissement. Cette parcelle sera issue d'une division foncière (document d'arpentage à faire établir par le géomètre expert). Ainsi, de la parcelle ZB 52 sera distraite une parcelle de 1802 m² (mille huit cent deux mètres carrés).*
- *40/65èmes du coût de réalisation de la voie piétonne et cycliste en mode doux, correspondant à la fraction du coût proportionnelle aux besoins des futurs habitants et usagers de l'opération de construction (article 3.4).*

Cette participation totale s'élève donc à la somme forfaitaire et définitive de 248714.05 € TTC.

Toutefois dans l'hypothèse où le coût effectif global de l'équipement (des équipements), tel que résultant des marchés publics d'étude et de travaux contractés par la COMMUNE, se révélait d'un montant inférieur, le montant de la participation à la charge de LA SOCIETE serait recalculé et réduite en conséquence.

De même, dans l'hypothèse où le coût effectif global des équipements, tel que résultant des marchés publics d'étude et de travaux contractés par la COMMUNE, se révélait d'un montant supérieur, le montant de la participation serait ajusté au coût effectif, dans la limite d'un dépassement de 10% du montant prévu ci-avant.

ARTICLE II :

A l'article 5 de la convention du 21 juin 2013, la somme de 229 714,05 € TTC est remplacée par la somme de 248714.05 € TTC.

ARTICLE III :

Toutes les autres dispositions de la convention de Projet Urbain Partenarial du 21 juin 2013 demeurent sans changement.

A THIL le

Pour **LA COMMUNE**
Le maire,

Bruno LOUSTALET

Pour **LA SOCIETE**
ETAMES

Matthieu SEVELINGE

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

4. FINANCES

Mr Maisonnas expose qu'en raison d'une panne importante du chauffage de la salle polyvalente, un changement de chaudière est à envisager. Il y a donc lieu de prévoir les crédits nécessaires en section d'investissement.

Mme Dupuy-Roudel demande si les problèmes de chauffage de l'école ont été résolus. Mr Maisonnas répond que certains petits travaux ont été réalisés et qu'à l'heure actuelle cela semble fonctionner. Il note des problèmes d'infiltration d'eau, ceci étant dû à la mauvaise qualité du bâtiment.

Mr Manié demande comment sont évalués les 20.000 € inscrits sur la DM n° 3. Mr Maisonnas répond qu'il a contacté des entreprises, qui ont annoncé environ 12.000 € de chaudière auxquelles il faut ajouter les travaux liés aux réparations. Par ailleurs, ayant été informé par les Services municipaux de problèmes sur l'adoucisseur d'eau alimentant les équipements du restaurant scolaires, il est proposé d'affecter la somme de 10000 euros en « dépenses imprévues » pour faire face aux éventuelles dépenses qui pourraient s'avérer nécessaires en cas de changement de l'équipement.

Mr Julian demande si la DM va être débattue en commission Finances. Mr Maisonnas répond par la négative. Mr le Maire précise que les montants pour la réparation de la chaudière seront débattus en commission Finances puisque faisant l'objet d'une procédure de commande publique.

DM N° 3 : VIREMENT DE CREDITS

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	30 000.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	30 000.00 €	
D 020 : Dépenses imprévues Invest		10 000.00 €
TOTAL D 020 : Dépenses imprévues Invest		10 000.00 €
D 023 : Virement section investissement		30 000.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la sect° d'investis.		30 000.00 €
D 2135-121 : Travaux Salle Polyvalente		20 000.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		20 000.00 €
R 021 : Virement de la section de fonct		30 000.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.		30 000.00 €

Pour	15
------	----

Contre	0
Abstention	0

5. TABLEAU DES EMPLOIS

Mr Guillard informe qu'eu égard à la mise en place des TAP, il y a lieu d'augmenter le temps de travail de certains agents.

L'augmentation horaire hebdomadaire ayant excédé 10 % pour les agents concernés, le CTP a été consulté et a émis un avis favorable.

Mr Manié demande la répartition de ce personnel.

Mr Guillard répond que la responsabilité de la cantine reste identique à celle prévalant l'an dernier. La Responsable Madame A. est aidée par Mesdames A. et M. toutes deux membres du Personnel municipal.

Pour les activités périscolaires, la répartition s'effectue comme suit :

- . 3 agents d'animation
- . 2 ATSEM
- . 2 personnes du FC Luenaz

Il informe que les autres postes ouverts ne sont pas impactés par la présente délibération.

Mr Manié note que le poste de garde champêtre est toujours ouvert.

Mr Guillard précise que tous les postes ouverts ne sont pas forcément affectés.

DELIBERATION N° 14.06.05 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS DE LA COLLECTIVITE

Rapporteur : Philippe GUILLARD

- VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,
- VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant, et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Il convient de modifier le tableau des emplois permanents.

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal,

- accepte les propositions du Maire,
- fixe le nouveau tableau des emplois permanents de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1er septembre 2014.
- autorise Monsieur le Maire à prendre les Arrêtés ou Contrats nominatifs correspondants.

Annexe à la Délibération n° 14/06/05

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET

- . 1 Secrétaire de Mairie
- . 2 Adjoints Techniques 2ème Classe (Entretien des locaux)
- . 2 Adjoints Techniques 2ème Classe (Service Voirie)
- . 2 Adjoints Techniques 1ère Classe (Service Voirie)
- . 1 Adjoint Technique Principal 2ème Classe (Service Voirie)
- . 1 Adjoint Technique Principal 1ère Classe (Service Voirie)

- . 1 Adjoint Administratif 2ème Classe
- . 1 Adjoint Administratif Principal 1ère Classe
- . 1 Rédacteur
- . 1 Rédacteur Principal

LISTE DES EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET

- . 1 Adjoint Technique (Bâtiments communaux : 33h15 annualisées à 28h00 par semaine)
- . 1 Adjoint Technique (34h00 annualisées à 30h50 par semaine)
- . 1 Adjoint Technique (4h40 annualisées à 4h40 par semaine)
- . 1 Garde Champêtre Principal Territorial (6h00 par semaine)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (31h40 annualisées à 25h30 par semaine)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (34h00 annualisées à 30h50 par semaine)
- . 1 Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles (40h30 annualisées à 32h27 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 20h30 annualisées à 15h41 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (restaurant scolaire : 19h30 annualisées à 14h55 par semaine)
- . 1 Adjoint d'Animation (Garderie périscolaire : 27h55 annualisées à 21h22 par semaine)
- . 1 Adjoint Administratif (28h00 par semaine)

Pour	14
Contre	0
Abstention	1

6. ACTIVITES PERISCOLAIRES

Mr Guillard informe que l'année dernière, les tarifs des activités périscolaires n'ont pas été augmentés.

Il propose cette année, une variation de 2 % des tarifs.

Il précise que le prix du repas pris le mercredi, à payer par les parents, sera identique aux autres jours car l'encadrement est le même et le prix facturé à la commune aussi.

Mr Manié demande comment se situent nos tarifs par rapport aux communes environnantes.

Mr Guillard répond que les prix sont identiques à ce qui se pratique ailleurs, à 5 centimes près.

Le changement de prestataire de la cantine a été une réussite.

Mr Manié demande le gain pour la commune, par rapport à l'augmentation des tarifs.

Mr Guillard répond qu'à concurrence de 8.000 repas annuels environ à 10 centimes d'augmentation, cela représente environ 800 € pour l'année pour la commune. Les charges de personnel augmentent aussi.

Mr Guillard communiquera en commission Finances, le rapport entre les charges de personnel et le gain apporté par cette augmentation de tarifs.

DELIBERATION N° 14.06.06 : TARIF DE L'ETUDE DU SOIR ET DE LA GARDERIE PERISCOLAIRE

Rapporteur : Philippe GUILLARD

Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué à l'organisation des services municipaux et la gestion des ressources humaines expose au Conseil Municipal :

- Qu'en raison de l'amplitude des horaires de la garderie périscolaire et de l'augmentation des charges de personnel, il y a lieu de revoir le prix de l'étude du soir et de la garderie périscolaire.

Il propose à l'Assemblée de fixer le nouveau tarif de l'étude du soir et de la garderie périscolaire.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué à l'organisation des services municipaux et la gestion des ressources humaines et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, fixe ainsi qu'il suit, à compter du 1er septembre 2014, le prix de l'étude du soir et de la garderie périscolaire :

. Etude du soir	2,30 euros la prestation
. Garderie périscolaire	2,30 euros la prestation
. Transfert Etude du soir vers Garderie	0,00 euro le transfert

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

DELIBERATION N° 14.06.07 : TARIF DES REPAS SERVIS AU RESTAURANT SCOLAIRE MUNICIPAL

Rapporteur : Philippe GUILLARD

Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué à l'organisation des services municipaux et la gestion des ressources humaines expose au Conseil Municipal :

- Qu'en raison de l'augmentation des charges de personnel, il y a lieu de revoir le prix de vente du repas et/ou prestation du temps méridien.
- les repas servis et/ou prestation au restaurant scolaire sont vendus à un tarif unique pour les enfants de l'école ainsi que les adultes (corps enseignants, personnel communal, et intervenants).

Il propose à l'Assemblée de fixer le nouveau tarif des repas et/ou prestation du restaurant scolaire.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué à l'organisation des services municipaux et la gestion des ressources humaines et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, fixe ainsi qu'il suit, à compter du 1er septembre 2014, le prix au restaurant scolaire :

. Adulte : repas	5,00 euros le repas,
. Enfants : repas + encadrement + activités	5,00 euros la prestation

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

7. MEDECINE DU TRAVAIL

Mr Guillard informe qu'il y a lieu de passer convention avec un médecin agréé dans le cadre de la visite médicale obligatoire du personnel communal. Cette visite médicale a lieu tous les deux ans pour l'ensemble du personnel et à chaque nouvelle embauche.

Mr Manié s'étonne du coût de la visite.

Il lui est répondu que le coût (46,00 euros) est en dessous des prix pratiqués dans le cadre d'une convention avec la médecine du travail du centre de gestion (Prix de la visite égal à 75 €uros).

Le montant de 46,00 par agent correspond à une visite tous les deux ans, ce qui reviendrait à 23,00 € par an et par visite.

DELIBERATION N° 14.06.08 : CONVENTION MEDECINE DE TRAVAIL

Rapporteur : Philippe GUILLARD

Monsieur l'Adjoint au Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la visite médicale obligatoire pour les agents communaux, il y aurait lieu de passer convention avec un médecin généraliste agréé.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de l'Adjoint au Maire et les termes de la convention fixant les modalités d'intervention d'un médecin du travail :

- Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention.

La dépense sera mandatée à l'article 6475 du Budget de l'exercice en cours.

Annexe à la Délibération n° 14/06/08

DÉPARTEMENT DE L'AIN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

MAIRIE
DE
01120 THIL

TÉL. 04.78.06.19.90
FAX 04.78.06.51.83

CONVENTION
Fixant les modalités d'intervention
D'un médecin du travail



Entre les soussignés,

La **Commune de THIL**, représentée par son Maire, Bruno LOUSTALET, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2014

D'une part

Et

Le **Docteur Jean-Charles COUETTE**, Médecin généraliste agréé, domicilié 4 place de la Dombes à BEYNOST (01700),

D'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : La Commune de Thil confie au Docteur Jean-Charles COUETTE, la charge des visites médicales du travail du personnel communal de Thil, selon un planning qui lui sera communiqué par le Secrétariat Général de la Mairie. Ce planning sera établi à partir de dates préalablement convenues entre le Docteur COUETTE et la Mairie.

ARTICLE 2 : Le Docteur Jean-Charles COUETTE interviendra dans le cadre de l'exercice de la Médecine du Travail, de la manière suivante :

- . une visite médicale pour chaque nouvelle embauche
- . une visite médicale bisannuelle pour chaque agent communal
- . le suivi des vaccinations obligatoires pour certaines catégories de personnel
- . d'éventuelles visites ponctuelles à la demande de la collectivité.

ARTICLE 3 : En contrepartie, la Commune de THIL versera au Docteur Jean-Charles COUETTE, une vacation d'un montant de 46 euros par visite, sur présentation d'un état récapitulatif établi et visé par lui-même et le Secrétariat Général.

ARTICLE 4 : La présente convention est établie pour une année, du 1^{er} septembre 2014 au 31 août 2015. Elle pourra être renouvelée d'année en année. Elle pourra, par ailleurs, être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant sa date d'échéance.

Fait à THIL,
Le

Le Médecin,
Docteur Jean-Charles COUETTE

Le Maire,
Bruno LOUSTALET

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

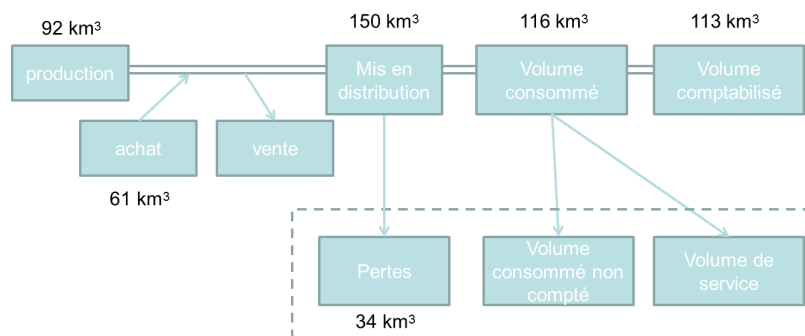
8. R.P.Q.S.

Mr Caplat informe que le Syndicat des Eaux Thil-Niévroz délègue le service d'extraction et distribution de l'eau à la Lyonnaise des Eaux.

Il présente les éléments relevés dans le rapport annuel du délégataire.

Mr Zimerli rappelle que l'atrazine n'est plus utilisé depuis environ 10 ans.

Mme Perrou note que le calcaire n'est pas mesuré.



Rendement du réseau **77.5%** (> 67% légaux)
 Indice linéaire de perte **3.1 m³/km/j** (< 5.5 contractuels)

Prix de l'eau

Facture « 120 m³ »				
	01/2011	01/2012	01/2013	01/2014
Part fixe (€/an/abonné) TTC	66.11	67.98	69.71	70.39
Part proportionnelle (€/m³) TTC	166.39	172.47	177.15	174.62
Facture d'eau calculée pour une consommation de 120 m³ TTC	232.50	240.45	246.87	245.01
Prix moyen TTC du service au m³ pour 120 m³	1.94	2	2.06	2.04
Coût moyen de l'eau potable TTC (€/jour/famille)	0.64	0.66	0.68	0.67

Qualité de l'eau

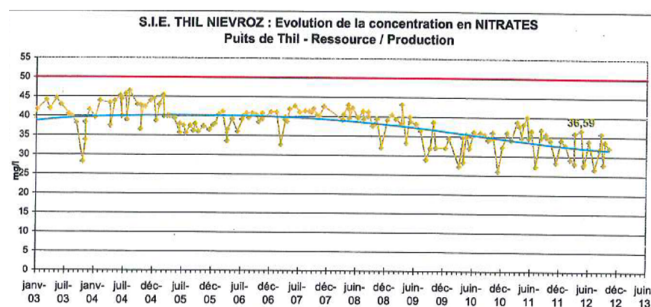
Au niveau de la ressource :

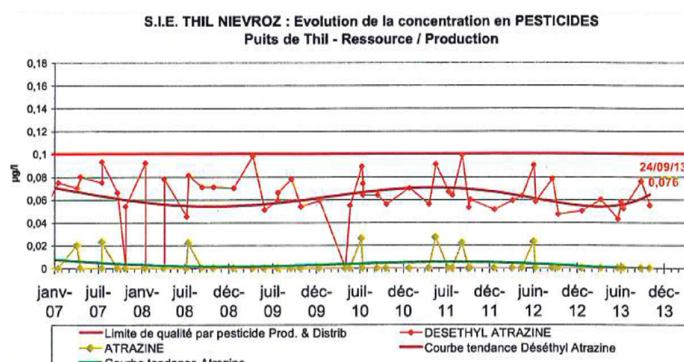
4 analyses - conformité = **100%**

Au niveau de la distribution :

22 analyses bactériologiques - conformité = **100%**

29 analyses physico-chimiques (nitrates, pesticides) - conformité = **100%**





DELIBERATION N° 14.06.09 : RAPPORT SUR PRIX, LA QUALITE ET LE SERVICE (RPQS)

Rapporteur : Guy Caplat

Monsieur le Rapporteur présente au Conseil Municipal le Rapport de la Lyonnaise des Eaux sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) concernant l'année 2013, notamment les faits marquants 2013, les interventions techniques ainsi que la facture 120 m3.

Une synthèse de ce rapport sera mise en ligne sur le site internet de la commune.

Le Conseil,

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré :

- Approuve le Rapport sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) de l'année 2013.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

9. RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC

Mr Thuot rappelle que les deux nouveaux lotissements (les Ilets et le Clos des Platanes) ont demandé leur raccordement au réseau d'éclairage public.

Mr Manié demande si sur toute la commune, les lotissements sont bien raccordés au réseau d'éclairage public.

Mr le Maire rappelle que la compétence a été transférée au SIEA en juin 2011 et qu'à la suite un recollement systématique des lotissements raccordés a été effectué par le SIEA, ceci actant dans les faits la prise en charge de l'éclairage public des lotissements.

Mr le Maire rappelle qu'avant de procéder au raccordement, les lotissements devront fournir l'ensemble des documents attestant de leur conformité..

DELIBERATION N° 14.06.10 : RACCORDEMENT DES LOTISSEMENTS « LES ILETS » ET « LE CLOS DES PLATANES » AU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC

Rapporteur Jean-Michel Thuot :

Monsieur le Rapporteur présente au Conseil municipal les demandes formulées au nom de l'Association Syndicale du Lotissement « les Ilets » et European Homes et en vue du raccordement des candélabres au réseau d'éclairage public communal.

Monsieur le Rapporteur rappelle que si l'usage des voies ouvertes à la circulation publique est régi par les dispositions du code de la route (article R.110-1 du code de la route), l'article L. 2212-2 du CGCT prévoit que le Maire dispose, sur le territoire de la commune, de pouvoirs de police administrative qui comprennent, notamment, « tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques ».

Sur le fondement de ces dispositions, il est proposé à l'Assemblée délibérante qu'afin d'assurer la sûreté et la commodité du passage de demander au SIEA les raccordements au réseau d'éclairage public dont la compétence lui a été dévolue par la délibération n° 11.05.05 du 30 juin 2011.

Considérant pour des motifs de sécurité et de commodité de passage qu'il y a lieu d'assurer le raccordement des candélabres des dits lotissements au réseau d'éclairage public communal.

Le Conseil municipal, entendu les explications de Monsieur le Rapporteur, et après en avoir délibéré,

1. Autorise les raccordements des candélabres des lotissements « Les Ilets » et « Le Cos des platanes » au réseau d'éclairage public délégué au SIEA dans les termes prévus par la délibération n° 11.05.05 du 30 juin 2011,
2. Donne pouvoir à Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

Pour	15
Contre	0
Abstention	0

Mr le Maire suspend la séance et donne la parole au public.

Mr D... déplore que le nombre de passages à la déchèterie de Miribel soit limité à 10 par mois et qu'il lui faille attendre le mois suivant pour éliminer ses déchets verts, sachant que la taille des haies s'effectue actuellement.

Il demande si un autre moyen existe pour éliminer les déchets végétaux.

Mr le Maire répond que la CCMP a fait un règlement concernant l'apport de déchets verts. Il rappelle que le sujet de la mise à disposition d'une benne avait été évoqué en fin de mandat précédent et pourrait faire l'objet d'une nouvelle instruction en fonction de l'ampleur des demandes.

De plus, Mr D... demande si l'activité de son voisin est un magasin ou un dépôt. Il déplore l'éclairage intempestif jusqu'à minuit, ainsi que les nuisances sonores (portières de véhicules...). Il demande une réponse.

Mr le Maire informe qu'il aura une réponse.

Mr T... demande quand les trottoirs secteur nord seront réparés et où en sont les travaux de sécurisation sur la RD 61b secteur nord et sud, sont-ils terminés ?

Mr le Maire répond que les travaux ont été réceptionnés par la CCMP et concernant les trottoirs, il en prend note. Il est demandé à Mr T... de préciser les travaux posant problèmes. Mr T... répond qu'il écrira à ce sujet à la CCMP.

Mr D... informe que les tuiles du bâtiment ex-Escapade, tombent sur la voie publique. Il note donc un problème de sécurité et propose de baliser le secteur.

Mr D... demande s'il y a eu un budget rectificatif après le vote du Budget Primitif en mars dernier. Il constate une discordance (100.000 €) entre les informations de fonctionnement communiquées dans le numéro 107 de mars 2014 des Brèves de Thil et les informations détaillées dans le budget voté en mars dernier.

Mr Maisonnas précise que les informations reprises dans les Brèves de Thil portent sur les « Dépenses réelles » de façon à refléter la situation précise des dépenses prévisionnelles de fonctionnement qui seront engagées dans l'année au regard des recettes prévisionnelles et de les comparer aux dépenses réelles constatées sur l'exercice précédent.

Mr B... demande où en est le projet de giratoire au Mas Durand. Il compte sur Mr Zimerli pour veiller à la bonne réalisation du projet et rappelle que les deux « dos d'ânes » sont trop élevés pour le passage des engins agricoles.

Il informe qu'un habitant situé sur le chemin du Mas Durand déverse des déchets verts sur le chemin et demande si la commune est propriétaire de cette bande de terrain.

D'autre part, il informe que des engins se servent à la bouche incendie.

Mr le Maire précise qu'il a contacté le Président du Syndicat des Eaux et qu'une réunion sera organisée à la rentrée pour traiter ce sujet.

Mr Caplat rappelle que des débitmètres sectoriels vont être installés sur le réseau d'eau.

Mr B... précise enfin que concernant l'installation sauvage des gens du voyage sur ses terres, il a été obligé de faire faire des constats d'huissiers à ses frais, alors que ce devrait être à la CCMP de gérer ce problème et ce n'est pas aux particuliers de supporter les honoraires d'huissiers.

Mr le Maire le remercie pour l'aide qu'il a apporté cette année concernant l'installation intempestive de caravanes.

Mr B... note que Mr le Préfet n'a pas tenu ses engagements dans la mesure où il s'était engagé à faire intervenir les forces publiques alors que rien n'a été fait lors de l'installation illégale du 10 août dernier à Beynost.

Mr T... demande où en est le dossier de vidéo surveillance annoncé dans le projet de campagne de la municipalité.

Mr Thuot répond que la Mairie est dans l'attente de la réponse des Services préfectoraux quant à la demande de subvention du FIPD (Fonds Interministériel de la Prévention de la Délinquance) et que les procédures administratives sont longues.

Monsieur le Maire précise qu'il a reçu la notification de la Subvention de Madame la Sénatrice de l'Ain pour un de 8300 € environ.

Les travaux ne doivent pas être engagés avant que toutes de subventions aient été notifiées au risque d'en perdre le bénéfice.

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 22 h 15.